



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 2003 - 27 juillet 1995 - 4 F

D 2003 **BRÉSIL** : CRITIQUE DU LIBÉRALISME TRIOMPHANT

Débat majeur de société, l'entrée du Brésil dans la mondialisation des marchés se traduit par une marginalisation accrue du problème de la pauvreté de masse (cf. DIAL D 1940). Comme plusieurs présidents de gauche en Amérique latine - par exemple en Bolivie et en Argentine - le président de la République du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, fait l'impasse sur ce problème. En témoigne la modification de la législation sociale qu'il effectuait dès le début de son mandat en janvier 1995 (cf. DIAL D 1979). Il a fait récemment l'objet d'une forte critique dans la presse, avec la chronique que nous reproduisons ci-dessous dont l'auteur n'est pas inconnu des lecteurs de DIAL. Avocat, Me Comparato a créé une École de gouvernement pour la formation au sens des affaires publiques (cf. DIAL D 1751); il a joué un rôle actif dans la destitution du président Collor pour corruption (cf. DIAL D 1715).

Un débat national est aujourd'hui ouvert sur le thème éthique et politique. La "folie morale" dont il est ici question à propos des hommes politiques de très haut niveau n'a évidemment valeur que d'analogie : les politiques gouvernementales d' "ajustement structurel" sont porteuses de graves conflits sociaux à venir. Texte paru dans **Folha de São Paulo** du 25 juin 1995.

Note DIAL

LA "FOLIE MORALE" EN POLITIQUE

par Fabio Konder Comparato

L'une des découvertes les plus passionnantes de la neuro-biologie contemporaine est, dans le fonctionnement du cerveau, l'interconnection déterminante entre la raison et les sentiments ou émotions.

Depuis toujours la sagesse commune recommande de garder la tête froide quand on raisonne, et elle attire l'attention sur l'effet perturbateur des émotions fortes au moment de porter un jugement. Récemment, cependant, il s'est avéré que l'absence totale de sentiments et d'émotions, due à certaines lésions cérébrales¹, entraîne de graves perturbations dans le comportement social des individus, affectant ainsi sérieusement leur capacité d'analyse des problèmes et leur aptitude à prendre les décisions appropriées.

¹ Selon le neurologue nord-américain Antonio R. Damasio, les émotions et les sentiments ont un siège somatique dans le cerveau, à l'égal des facultés rationnelles et motrices. Cf. son ouvrage "Descartes' Error : Emotion, Reason, and the human Brain", Putnam Pub Group, 1994. (NdT).

Les patients porteurs de ce curieux syndrome, alors même qu'ils conservent intactes leurs facultés rationnelles de connaissance, d'attention et de mémoire, deviennent subitement des déboussolés dans leur comportement éthique, comme si l'inaptitude à la tendresse, à l'indignation ou à l'enthousiasme se traduisait en une sorte de "folie morale"². Ils connaissent théoriquement les principes éthiques, mais ils sont incapables de les mettre en pratique, par manque absolu de sensibilité.

L'orgueilleuse science ne fait ainsi que confirmer le célèbre paradoxe de Chesterton selon lequel le pire des fous est celui qui a tout perdu sauf la raison.

Je ne pense pas extrapoler indûment en affirmant que cette importante découverte scientifique ne vaut pas seulement pour le comportement individuel des hommes, mais qu'elle peut également s'appliquer au gouvernement de la société politique. L'insensibilité éthique des gouvernants, leur incapacité à ressentir en profondeur - comme une véritable insulte sociale - les situations d'avilissement et d'exploitation des multitudes humaines, conduisent à l'échec à répétition les politiques publiques qualifiées de plus rationnelles possibles, et fondées sur des analyses scientifiques et des jugements impartiaux³. C'est comme si ces gouvernants, bien qu'intellectuellement compétents et avec de bonnes intentions, malgré tous les conseillers techniques dont ils disposent, étaient condamnés à ignorer en permanence l'âme du peuple.

Il faut reconnaître que les hommes politiques les plus susceptibles de contracter cette maladie sont les intellectuels. Les autres peuvent être malhonnêtes, mais généralement ils ne perdent pas la conscience de leur malhonnêteté. A la racine de cette extension de la "folie morale" il y a sans aucun doute l'influence dominante qu'ont eue, sur la mentalité moderne, le libéralisme et le marxisme. Ces deux idéologies ont prétendu considérer "objectivement", c'est-à-dire sans émotions, la réalité sociale, et se sont employées à tracer des lignes d'action gouvernementale comme de véritables énoncés scientifiques.

Adam Smith, en mettant l'accent sur l'utilité sociale de l'égoïsme, soutenait à l'égal de son précurseur Mandeville, que les vieilles vertus privées n'avaient rien à voir avec le traitement de la chose publique. Karl Marx, celui de la dernière phase déjà libéré de l'influence humaniste de Engels, croyait avoir découvert dans l'histoire des lois scientifiques aussi exactes et impassibles que celles énoncées par Darwin peu de temps auparavant pour l'évolution biologique de l'espèce humaine.

Les conséquences de ce scientisme social, qui a commencé ridicule et terminé tragique, sont visibles. Pendant des décennies le communisme a entrepris de reconstruire de vieilles nations comme s'il s'agissait de matières premières à usage de fabrication industrielle. Pour l'actuel néolibéralisme triomphant, la misère des masses humaines n'est pas le fruit de politiques injustes; elle ne peut s'expliquer qu'en termes de mauvaise circulation monétaire et de dérèglements dans les flux automatiques de distribution du revenu. Pour un peu, selon cette conception, l'esclavage, la faim, l'ignorance et le taux de mortalité de nos populations ne seraient que la conséquence d'interventions indues de l'État dans le marché.

Tout cela pour dire que, aujourd'hui, je crains - une crainte fondée - que nous nous acheminions vers de nouvelles manifestations d'aberration politique dans ce pays, en raison de l'absence totale de sensibilité éthique de la part du gouvernement fédéral.

² L'expression ici utilisée n'a évidemment pas valeur scientifique ni clinique, mais seulement analogique (NdT).

³ On lit, à propos du Mexique, que "le directeur du Fonds monétaire international (...) estimait que ' la crise mexicaine était résolue dans la mesure où elle s'est transformée en un problème contrôlable (...) Quel autre pays aurait accepté de baisser de 10 % le pouvoir d'achat des salariés et permis qu'un million de personnes perdent leur emploi? '. Propos particulièrement mal reçus au Mexique (...)" (La crise financière et économique a entraîné l'appauvrissement des Mexicains, *Le Monde*, 5 juillet 1995) (NdT).

On a beaucoup glosé sur ce qui serait un virage à cent-quatre-vingts degrés dans l'orientation politique du président de la République. La critique est mal fondée. Il n'y a eu aucun changement substantiel d'orientation. Partant du marxisme - qu'il renie maintenant à qui mieux mieux - et aboutissant au libéralisme - qu'il accepte doucement contraint "pour les besoins de la cause"⁴ - , Fernando Henrique⁵ continue d'être ce qu'il a toujours été : une personnalité insensible aux misères de la condition humaine, et qui cultive la fausse image d'implacabilité, le sarcasme toujours prêt à décocher ses traits contre les mièvreries et les romantismes.

Il ne s'agit pas - qu'on le note bien - de la vulgaire immoralité, mais de quelque chose de plus subtil et, de ce fait, plus dangereux : c'est l'incapacité pathologique de compassion⁶. Un symptôme de cette maladie gouvernementale c'est, ainsi, le fait que toute la politique sociale - indispensable au développement - ait pu être sous-traitée à un organisme d'assistance créé pour la circonstance et confié à la Première dame du pays⁷.

Il se trouve que ce "thatchérisme" de province est pratiqué dans un pays qui étale la distribution du revenu la pire du monde, dans une société qui a maintenu l'esclavage en fonctionnement ouvert pendant quatre siècles et qui le maintient encore agissant dans les mentalités collectives. Car c'est cela que veut dire le fait de considérer traditionnellement les pauvres comme composants d'une sous race, mi-humaine mi-animale, à traiter éventuellement avec cordialité mais qui n'est née que pour obéir et servir jusqu'à la mort, sans droits ni espoirs.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

⁴ En français dans le texte (NdT).

⁵ F.H. Cardoso, le président de la République (NdT).

⁶ Au sens éthique du terme et comme élément constitutif de la politique. Voir, à titre d'exemple, le thème de la "compassion" de Jésus face à la "rationalité" des docteurs de la Loi dans l'ouvrage d'Albert Nolan, "Jésus avant le christianisme", Cerf, 1994 (NdT).

⁷ Il s'agit du "Programme communauté solidaire" rattaché à la Maison civile de la présidence de la République. Cf. DIAL D 1979 (NdT).